

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XPO TANK CLEANING SUD FR

Impasse de Grèce - Ilôt 384
13127 Vitrolles

Références : D-0309-MRS-2024
Code AIOT : 0006400029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement XPO TANK CLEANING SUD FR implanté Impasse de Grèce - Ilôt 384 ZAC de l'ANJOLY 13127 Vitrolles. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING SUD FR
- Impasse de Grèce - Ilôt 384 ZAC de l'ANJOLY 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006400029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Station de lavage de camions citernes industriels autorisée par arrêté préfectoral du 4 avril 2005 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GEREP...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Déclaration GERE au titre des prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Lette de suite préfectorale	15 jours
7	Déclaration GERE au titre des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1	Sans objet
2	Milieu de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1	Sans objet
3	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1	Sans objet
4	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1	Sans objet
5	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1	Sans objet
8	Dispositions sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005	Sans objet
9	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
10	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/06/2023, Communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer notamment l'écart important entre les quantités d'eau prélevées déclarées dans GEREPE et les quantités rejetées. L'exploitant devra justifier les écarts au regard de la gestion de l'eau dans ses différents bassins.

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de ses eaux à ses fournisseurs d'eau (potable et brute).

Les éléments de réponse devront être transmis à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : L'eau provient de deux réseaux : <ul style="list-style-type: none">- Eaux de Marseille (Régie des eaux du Pays d'Aix) - eau potable- Société du Canal de Provence - eau brute L'exploitant a plusieurs usages sur son site: <ul style="list-style-type: none">- Lavage de citernes alimentaires (répondant aux normes ISO 22000)- utilisation d'eau potable provenant du réseau des Eaux de Marseille- Lavage d'autres citernes ne nécessitant pas de répondre aux normes ISO 22000-utilisation d'eau brute de la SCP- Eaux sanitaires provenant du réseau des Eaux de Marseille
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Milieu de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : Origine eaux Société Canal de Provence : Canal EDF avec pour origine Eau de la Durance Origine eaux SEM REPA : Usine de traitement des Giraudets située sur la commune des Pennes-Mirabeau --> origine : canal de Marseille, particulièrement dérivation de la Durance au niveau du canal EDF à St Esteve Janson
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit demander la provenance de ses eaux (potable et brute) à son fournisseur d'eau. Les éléments de réponse (codes masses d'eau relatives à l'origine de l'eau du réseau) devront être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : Il a bien été relevé la présence de trois compteurs d'eau : <ul style="list-style-type: none">- 1 compteur des Eaux de Marseille (Régie des Eaux du Pays d'Aix) pour l'usage sanitaire- 1 compteur des Eaux de Marseille (Régie des Eaux du Pays d'Aix) pour l'activité de lavage des citernes avec de l'eau potable- 1 compteur pour les eaux de la Société du Canal de Provence pour l'activité de lavage des citernes avec de l'eau brute
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Volumes d'eau prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : Aucun seuil n'est renseigné dans l'Arrêté Préfectoral, et donc aucune comparaison n'est à effectuer avec les volumes prélevés (voir point de contrôle n°6). Au vu de l'activité de lavage de citernes, les consommations totales semblent toutefois maîtrisées dans le temps.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : Le relevé de compteur est réalisé mensuellement sur les trois compteurs. Le fichier de suivi du relevé des compteurs a été vérifié lors de l'inspection (fichier rempli manuellement) pour l'année 2023. Un fichier électronique a été transmis postérieurement à l'inspection des installations classées en date du 16/02/2024 pour les années 2023 et 2021, l'exploitant n'a pas été en capacité d'envoyer un fichier pour l'année 2022, car tous les documents manuscrits pour cette année n'ont pu être récupérés. La déclaration des quantités totales prélevées pour 2022 a cependant bien été faite sur GEREP (point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration GEREP au titre des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...] L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an.
Constats : L'exploitant a bien réalisé sa déclaration GEREP pour les années 2021 et 2022. Pour l'année 2022 le volume de prélèvement déclaré était de 8476 m ³ . Pour l'année 2021, le volume de prélèvement déclaré était de 10 224 m ³ . Concernant l'année 2021, il est constaté un écart entre le relevé de compteurs (9201 m ³) et la déclaration GEREP (10 224 m ³) - écart de 1023 m ³ en défaveur de l'exploitant : Eau canal de Provence = 5229 m ³ Eaux de Marseille eaux sanitaires = 242 m ³ Eaux de Marseille eaux process = 3730 m ³ Total de 9201 m ³

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra expliquer l'écart entre le volume de prélèvement déclaré sur GEREP et le suivi de prélèvement d'eau établi à partir des relevés de compteurs pour l'année 2021
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Déclaration GEREP au titre des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...] <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p>
Constats : L'exploitant a déclaré sur la plateforme GEREP pour l'année 2022, avoir rejeté 10 251 m ³ ce qui est supérieur au volume prélevé déclaré de 8476 m ³ , il y a donc une différence de 1775 m ³ . <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il y a sur son site une station d'épuration et plusieurs bassins de traitement des eaux en sortie process et explique que le volume rejeté est supérieur car de l'eau est stockée dans différents bassins, ce qui engendre un délai entre le prélèvement et les rejets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 puits de relevage - 2 décanteurs de 23 m³ - 1 déshuileur de 38 m³ - 1 bassin de stockage des huiles de 23 m³ - 1 bassin de régulation de 75 m³ - 1 bassin contenant des boues de 80 m³ - 1 bassin d'isolement de 13 m³ - 1 bassin de reprise avant rejet de 22 m³
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier l'écart constaté entre les volumes d'eau prélevée et les volumes d'eau rejetés déclarés sur GEREP pour l'année 2022 sur base des plans des différents bassins spécifiant leur volume et également sur la base des relevés de compteurs réalisés en sortie de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Dispositions sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : L'exploitant ne dispose pas de prescriptions sécheresse dans son arrêté préfectoral. Il n'a pas connaissance des arrêtés départemental et ministériel relatifs à la sécheresse. Un plan de continuité de l'activité propre à l'établissement, établi le 16/02/2024, mentionne la modification des activités lors d'épisodes de restriction d'eau (sécheresse).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : L'exploitant n'a pas été confronté en 2023 à un niveau de gravité Alerte renforcée ou Crise. La visite d'inspection a permis de rappeler à l'exploitant que le niveau de gravité de la zone qu'il doit suivre correspond à la zone géographique dont dépend son prélèvement majoritaire. Les informations sont disponibles sur le site internet VIGIEAU (https://vigieau.gouv.fr)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/06/2023, Communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité I alerte J, de 40 % des prélèvements au niveau de gravité I alerte renforcée J et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.
L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.
Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant n'a pas élaboré de PSH, l'Inspection des installations classées en prend acte, et lui recommande fortement l'élaboration d'un tel document qui, outre son éventuel intérêt dérogatoire, lui permettra de s'engager dans une maîtrise de ses consommations d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite